



La Commune



Un Ukrainien d'Alfortville menacé d'expulsion : Stop à l'arbitraire. Régularisation !

[Je signe la pétition en ligne->http://www.mesopinions.com/detail-petition.php?ID_PETITION=b155ce4747691a001f026f1e974fa3a2]

Un Ukrainien habitant à Alfortville avec sa femme et son enfants de 13 ans, élève au collège Léon Blum à Alfortville, est en centre de rétention à Vincennes depuis plus de 15 jours et doit être expulsé du territoire français dans les jours prochains.

Il s'agit de **Yaroslav Romanchuk** dont le journal " Le Parisien " du 94 a parlé dans son édition du 2 août.

Depuis son arrivée en France en 2000, il a cherché à s'intégrer et à obtenir des papiers : mais son dossier de régularisation n'a pas abouti. Il se retrouve donc arraché à son foyer, la famille brisée, alors qu'une entreprise du bâtiment est prête à l'embaucher dès qu'il aura des papiers en règle.

De plus, il a été victime d'une escroquerie : une interprète se faisant passer pour une avocate lui a demandé 4000 euros pour déposer un dossier en préfecture, sans suite.

Malheureusement, de telles arrestations d'immigrés se multiplient et prennent l'ampleur de véritable rafles, dans l'arbitraire le plus total.

Le sort que l'Etat français réserve aux immigrés est une atteinte permanente et systématique aux droits de l'homme et du citoyen. Ce système transforme une partie de la population en une masse de parias privés de la possibilité de mener une existence légale, taillables, corvéables et expulsables à merci. Ceci au bénéfice des patrons et profiteurs de tout poil qui peuvent ainsi puiser dans une réserve de main d'oeuvre immigrée, sans les déclarer. Ainsi dans le bâtiment, la restauration, les services, des dizaines de milliers de " sans papiers " travaillent dans les pires conditions, en dehors de toute réglementation.

C'est pourquoi la régularisation des sans papiers est l'intérêt de l'ensemble des salariés, français ou immigrés.

Nous demandons :

- que sa procédure d'expulsion du territoire soit stoppée,
- qu'il soit remis en liberté,
- que le dossier de régularisation de cette famille soit réexaminé.

Nous vous appelons à vous mobiliser avec nous en commençant par signer la pétition suivante : lien vers la pétition en ligne

Collectif d'Alfortville RESF

Personne à contacter :

- Florence Allègre 06.78.22.78.52
- Guy Mouney 06.87.80.68.06
- Daniel Pétri 06.81.25.12.86

Modifié le vendredi 10 août 2007

Voir aussi dans la catégorie **CCSA Alfortville**



Comité Chômeurs-Salariés d'Alfortville : Pétition pour une loi interdisant les expulsions

Pour les familles frappées par la crise. Nous voulons une loi interdisant les expulsions. >>

Comité Chômeurs - Salariés d'Alfortville : Loi el Khomri - loi « travail » , une déclaration de guerre contre les salariés, les jeunes et la population

Depuis quelques jours, un vent de fronde se lève dans tout le pays, face au projet de loi El Khomri, frauduleusement appelée « Loi Travail ». Ce projet de loi détruit, d'un seul coup, les... >>

HALTE A LA RECUPERATION !

Le Comité chômeurs-salariés d'Alfortville ne donnera aucune consigne de vote aux Municipales, considérant que PERSONNE N'EST EN VOIE DE NOUS REPRESENTER, nous, les chômeurs, nous, les mal-logés, nous, les... >>

Halte aux expulsions

A nouveau, le CCSA mène campagne contre les expulsions de logement. Mais, cette fois, se dessine la possibilité de la constitution d'un collectif unitaire de défense contre les expulsions à... >>

L'unité contre les expulsions

Le 30 octobre 2009, les habitants du 2, rue Veron, considérés comme " squatters ", étaient expulsés par les forces de l'ordre de cet immeuble, après quatre années de bataille pour leur droit au... >>

Pour sauver le droit au logement

Depuis 15 ans, le Comité Chômeurs-Salariés d'Alfortville combat pour la défense du droit au logement. Ce combat a permis le relogement de plus de 300 familles mal logées et sans logis en HLM.... >>
